

OnDécrypte l'Actu

Achevé de rédiger le 09/04/2020

Changement de ton, changement d'ambiance.

La France achève bientôt sa quatrième semaine de confinement. Précédée par l'Italie, elle a été rapidement rejointe par la quasi-totalité des pays avancés.

Après les propos lénifiants sur le caractère temporaire de l'arrêt partiel de l'économie, en raison d'une simultanéité d'un choc d'offre et d'un choc de demande et surtout d'une réaction rapide et de grande ampleur des banques centrales et des Etats, la vérité des faits oblige chacun à revisiter sa copie d'où la multiplication de gros titres plus alarmistes les uns que les autres.

Nous avons bien évidemment un choc d'offre mais c'est un choc qui recouvre des chocs de nature différente. L'arrêt des usines en a conduit plus d'un à ignorer les conséquences de l'impossibilité physique pour des millions puis des milliards de personnes, de se déplacer, de travailler, de consommer mais aussi d'épargner.

La conséquence de ce choc en est la surproduction et pour certains secteurs comme le secteur agricole la surproduction est synonyme de perte quasi définitive

L'impossibilité d'être acteur de la vie économique entraîne l'effondrement des échanges commerciaux, la perte brutale de débouchés, l'effondrement des transports. Elle implique des situations de surproduction : surproduction agricole, surproduction textile (les collections printemps livrées dans des boutiques fermées), surproduction pétrolière ou encore surproduction d'avions désormais durablement cloués au sol pour ne citer que quelques exemples.

Après l'impossibilité d'agir à l'origine du choc de la demande va venir l'effondrement de la capacité financière à agir.

Les millions d'emplois détruits ne réapparaîtront pas tous après la crise.

Les ménages vont alors agir et sur leur consommation et sur leur épargne. Même les ménages qui ne seront pas touchés, comme on peut l'imaginer pour certains types d'emplois comme la fonction publique, ne seront pas épargnés par la crise. Ils devront nationalement contribuer à l'effort financier nécessaire à la remise en marche de l'économie et à l'assainissement des comptes publics. Ils seront aussi touchés par les nécessaires solidarités familiales.

C'est bien le spectre de la dépression qui se profile devant nous. C'est le scénario qui nous semble le plus probable.

La peur n'a jamais évité le danger et il nous semble préférable d'imaginer le scénario du pire pour sécuriser les portefeuilles d'actifs financiers dont nous avons la charge.

C'est seulement après cet exercice incontournable qu'il nous sera possible d'aborder sereinement l'avenir et d'examiner avec clairvoyance des conditions de sortie de crise plus favorables.

Quel que soit le support de nos investissements, actions, dettes, OPC, notre action se concentre sur un recentrage de nos portefeuilles sur les établissements financiers, industriels et les Etats les plus en capacité de surmonter l'effondrement historique de l'économie mondiale que nous vivons en ce moment avec une double contrainte dont nous nous autosaisissons :

- La qualité de la liquidité des titres
- Un ratio conséquent de liquidité

Deux conditions pour protéger les portefeuilles et avoir la capacité demain de prendre à nouveau des positions plus risquées mais porteuses d'avenir.

Ghislaine Bailly
Présidente

Retrouvez l'ensemble de nos analyses sur notre site internet www.covea-finance.fr

Ce document est établi par Covéa Finance, société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro 97-007, constituée sous forme de société par actions simplifiée au capital de 7 114 644 euros, immatriculée au RCS Paris sous le numéro B 407 625 607, ayant son siège social au 8-12 rue Boissy d'Anglas 75008 Paris.

Ce document est produit à titre indicatif et ne peut être considéré comme une offre de vente ou un conseil en investissement. Il ne constitue pas la base d'un engagement de quelque nature que ce soit, ni une évaluation de stratégie ni aucune recommandation d'investissement dans des instruments financiers.

Il contient des opinions et analyses générales et non personnalisées conçues par Covéa Finance à partir de données chiffrées qu'elle considère comme fiables au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, mais dont l'exactitude et la validité ne sont toutefois pas garanties.

Les opinions exprimées dans le document peuvent faire l'objet de modifications sans notification.

Covéa Finance ne saurait être tenue responsable de toute décision prise sur la base d'une information contenue dans ce document. Ce document est la propriété intellectuelle de Covéa Finance. Toute Utilisation (définie ci-après), reproduction ou diffusion de tout ou partie du présent document devra faire l'objet d'une autorisation préalable de Covéa Finance.

Le destinataire du présent document a connaissance et accepte que les données chiffrées, permettant d'établir les opinions et analyses générales et non personnalisées, peuvent être soumises à l'acquisition de droits vis-à-vis de tiers.

Par conséquent, les données chiffrées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une quelconque Utilisation par le destinataire du document sans l'acquisition préalable des droits nécessaires directement auprès des tiers détenteurs de ces droits.

Par ailleurs, le destinataire du présent document a connaissance et accepte que Covéa Finance ne sera en rien responsable de toute utilisation faite desdites données chiffrées et assumera seul toutes les conséquences vis-à-vis des tiers détenteurs de droits associés à ces données.

L'« Utilisation » s'entend comme, et de manière non limitative, la manipulation de la donnée chiffrée, la distribution, la redistribu-